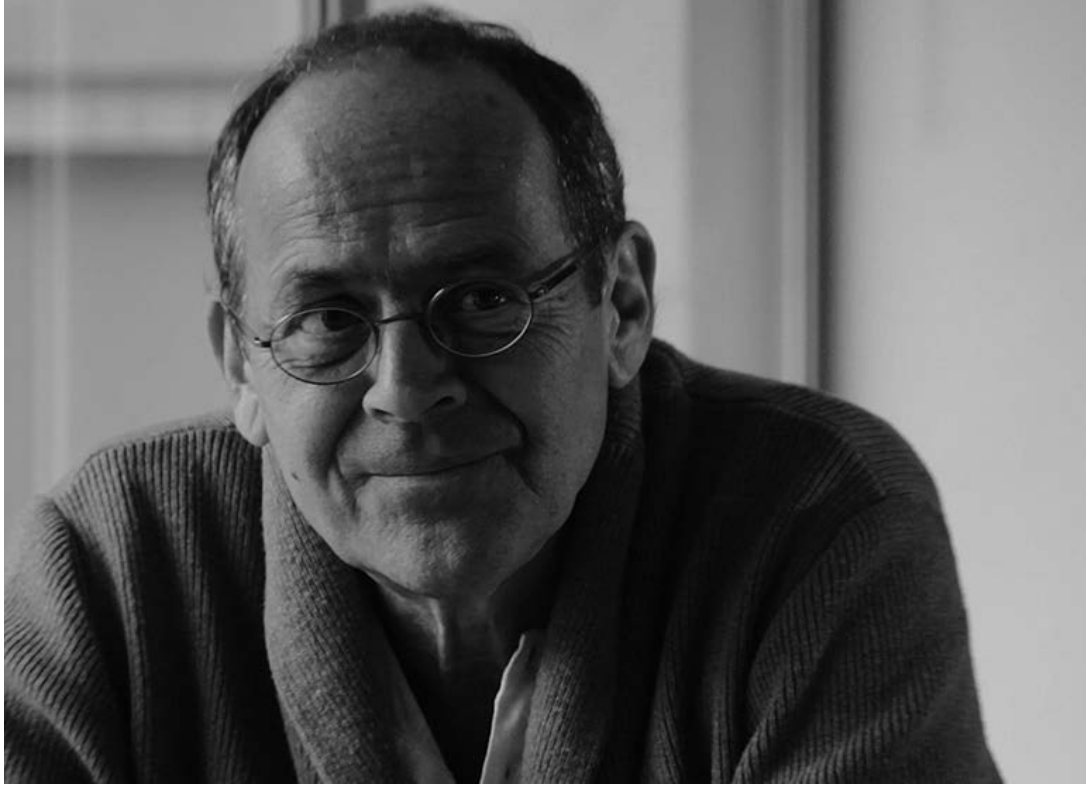


VISIONS

BERNARD STIEGLER, LA DISRUPTION REND FOU

Le néo barbare,
le terroriste,
la data économie
et le rêve d'une
autre société
digitale





Nous avons interviewé Bernard Stiegler au Centre Pompidou, à la suite de la publication de son dernier livre : *Dans la disruption, Comment ne pas devenir fou ?* (Les Liens qui libèrent). Il y détaille les mécanismes de la disruption actuelle, la façon dont elle nous prive, sans même que nous nous en rendions compte, de nos désirs comme du travail de notre raison. S'appuyant sur le projet de Plaine Commune, communauté de neuf communes en Seine-Saint-Denis, il explique également l'urgente nécessité d'inventer une autre disruption, créatrice plutôt que destructrices de nos savoirs.

Qui est Bernard Stiegler ?

Bernard Stiegler est philosophe. Docteur de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales, il est président de l'association Ars Industrialis, directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Georges Pompidou, professeur à l'Université de Londres (Goldsmiths

College), professeur associé à l'Université de technologie de Compiègne et enseigne à l'Ecole polytechnique de Zurich. Il a été directeur de programme au Collège international de philosophie, directeur de l'unité de recherche Connaissances, Organisations et Systèmes Techniques de l'Université de Compiègne, qu'il y a fondée en 1993, directeur général adjoint de l'Institut national de l'audiovisuel en 1996, directeur de l'IRCAM en 2001 et directeur du département du développement culturel du Centre Georges Pompidou en 2006. Ces trois derniers ouvrages : *Dans la disruption, comment ne pas devenir fou ?* (Les Liens qui libèrent, 2016) ; *La société automatique, 1. L'avenir du travail* (Flammarion, 2015) et avec Ariel Kyrrou *L'emploi est mort, vive le travail !* (Mille et Une Nuits / Fayard, 2015). Il est l'auteur de nombreux autres livres parmi lesquels les trois tomes de *La Technique et le Temps* (Galilée, 1994, 1996, 2001), les trois tomes de *Mécréance et Discrédit* (Galilée, 2004, 2006), *Ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue, de la pharmacologie* (Flammarion, 2010) et *États de choc - Bêtise et savoir au XXIe siècle* (Fayard/ Mille et une nuits, 2012).

Photographies : Hortense Pucheral et Axel Lebruman

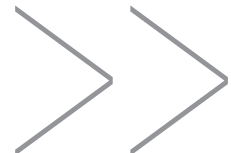
L'entretien a été réalisé par Ariel Kyrrou le 31 mai 2016 .

Culture Mobile : Bernard, votre dernier livre s'appelle *Dans la disruption, comment ne pas devenir fou ?...* D'abord, qu'est-ce que la disruption ?

Bernard Stiegler : La disruption, c'est au départ un concept venu de la publicité, inventé par Jean-Marie Dru, qui publie en octobre 1996 aux Etats-Unis un livre titré *Disruption: Overturning Conventions and Shaking Up the Marketplace*, dont la version française paraît en février 1997 sous le même titre, *Disruption : briser les conventions et redessiner le marché*. À l'époque patron de l'agence BDDP, avant de devenir le président du réseau américain TBWA, Jean-Marie Dru y raconte une nouvelle stratégie, que j'appelle de tétanisation de l'adversaire, qui doit être mise en œuvre par l'agressivité du marketing des entreprises de demain, etc.

Le livre paraît dans une collection professionnelle, mais fait grand bruit, et concrétise une stratégie de prise de vitesse, d'agressivité marketing que l'agence BDDP pratique depuis déjà quelques années, dès la première moitié des années 1990...

La création de ce concept alors qu'apparaît le World Wide Web au milieu des années 1990 est une coïncidence intéressante. Le World Wide Web, qui naît le 30 avril 1993 et se concrétise dans les trois ou quatre années suivantes grâce au navigateur Mosaic qui devient Mosaic Netscape fin 1994 puis Netscape tout court, va en effet conduire à la réticulation généralisée, à la mise en réseau de 3 milliards d'individus aujourd'hui, sur une

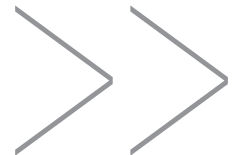


population mondiale estimée à 7,43 milliards en juillet 2016. Bien plus de la moitié de la population adulte de la planète est donc en réseau via Internet, produisant en permanence des datas, des *cookies*, des traces enregistrées, via leur ordinateur, leur tablette ou surtout leur smartphone, mais aussi par toutes sortes d'autres voies, téléviseurs, automobiles ou objets connectés. C'est cette réticulation généralisée qui permet la construction d'une économie des data, donc d'un nouveau marketing numérique qui fonctionne et crée de l'innovation à une vitesse proprement hallucinante. Ainsi se réalise le rêve disruptif de Jean-Marie Dru à une échelle que jamais il n'aurait pu imaginer il y a vingt ans. La disruption, dont la Silicon Valley a fait son credo, c'est cette prise de vitesse de l'individu par les algorithmes, qui détruit, qui dissout en quelque sorte nos systèmes sociaux dans notre système technique, cœur des mutations en cours...

Qu'est-ce que ce système technique, et en quoi permet-il la disruption ?

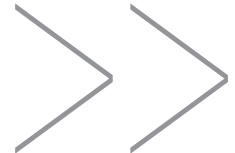
Le philosophe Gilbert Simondon parle d'ensemble technique, expression proche de celle de système technique que j'emploie ici, qu'utilise aujourd'hui l'historien français Bertrand Gille à la suite de l'ethnologue et archéologue André Leroi-Gourhan. Le système technique c'est ce qui fait que, par exemple, un micro est lié à une prise de courant, car sans courant aucun micro ne fonctionne, et que tout ça forme un système. Aujourd'hui, ce système est devenu mondial. Lorsque l'on regarde la Terre de 40.000 kilomètres de haut, l'on constate qu'elle est entourée de très nombreux satellites géostationnaires, et il y a sous terre ou dans les mers les réseaux de cuivre ou de fibre optique, ainsi que tous ces terminaux et ces capteurs dont je parlais: cet environnement technologique en expansion concrétise un processus colossal que le mathématicien et économiste hétérodoxe Nicholas Georgescu-Roegen a appelé au siècle dernier une *exosomatization* de l'humanité à travers des technologies et un nombre sans cesse plus important d'artefacts technologiques.

C'est-à-dire que ces artefacts, se multipliant sans cesse



sous de multiples formes, de l'immense satellite du ciel à ma montre connectée, créent une forme d'extension, d'expansion prothétique de l'être humain, et partant de l'humanité ?

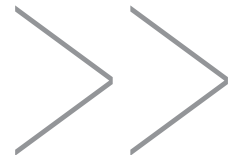
Oui, et aujourd'hui, la caractéristique de ce système est de fonctionner parfois jusqu'aux deux tiers de la vitesse de la lumière, donc de provoquer des phénomènes d'accélération absolument foudroyante, des processus d'innovation et de transformation de la société qui nous prennent de vitesse. Des connexions aux deux tiers de la vitesse de la lumière, c'est 200 millions de mètres par seconde, alors que notre système nerveux fonctionne quant à lui à 50 mètres par seconde. Les machines, lorsqu'elles sont à plein régime, s'avèrent jusque 4 millions de fois plus rapides que nous ! L'algorithme va donc beaucoup plus vite que l'être humain interagissant avec son interface, littéralement pris de vitesse. Les individus n'ont pas le temps de finir leur phrase que déjà elle est faite, mais par quelqu'un d'autre qu'eux, ou plutôt autre chose : une machine, un système qui analyse un ensemble de data et s'en sert à l'échelle planétaire, et à une vitesse qui nous dépasse totalement. Dès lors, la disruption, c'est ce qui fait que vous arrivez toujours en retard. C'est ce qui prend de vitesse, par exemple, le Conseil national du numérique dont j'ai fait partie pendant trois ans, qui prend logiquement des mois de travail pour apporter des réponses à des questions que posent un ministre, un gouvernement, une Assemblée nationale ou l'une de ses commissions, et qui, rendant son avis, réalise que la question ne se pose déjà plus, du moins dans les mêmes termes, parce que le système est passé à autre chose. La disruption, c'est ce qui fait que le juriste, en tant que législateur, député, homme politique ou prescripteur de droits, comme *lawyer* comme on dit, se trouve désemparé par la vitesse de l'innovation, qu'il n'a plus le temps de suivre, de digérer, de penser, et donc de « panser » dans le sens de soigner. Même chose pour les théoriciens, qui n'ont plus le temps nécessaire pour théoriser tout ce qui se passe dans la société ; une fois la chose théorisée, la voilà qui disparaît pour être remplacée par une



autre ! L'état de droit est brutalement effacé par des états de fait, qui s'imposent d'eux-mêmes par les usages de technologies se voulant plus performantes et porteuses de changement. C'est exactement ce que l'on a constaté avec l'*ubérisation*, et la façon dont Uber et les sociétés du genre ont concurrencé les taxis parisiens du jour au lendemain, sans discussion ni délibération préalable. La disruption a beaucoup d'autres effets, pour la plupart invisibles, et d'une extrême complexité. Même des gens s'y intéressant explicitement comme moi n'en ont pas conscience.

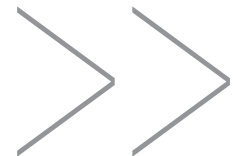
Parce que c'est le résultat d'un système technique laissé à lui-même ? D'un système vécu, présenté comme «naturel» alors même qu'il est «culturel», comme toute technique, au plus grand bonheur des «disrupteurs» ?

Oui, la disruption c'est à la fois un système d'une puissance folle dont beaucoup des actions se passent de nous, et surtout, pour revenir au début de notre conversation et la mise sur orbite du terme par Jean-Marie Dru, ce sont partout des acteurs agressifs qui profitent de ce système technique pour imposer leurs marques, leurs produits et services court-circuitant l'expression de nos désirs. On enseigne d'ailleurs la disruption dans les universités et les grandes écoles : il y a en particulier une chaire qui lui est dédiée à Harvard, dont le titulaire est Clayton Christensen. La disruption, ce sont donc des stratégies qui profitent d'un système technique en pleine croissance pour prendre de vitesse ses compétiteurs, mais pas qu'eux : tous les régulateurs de nos systèmes sociaux, toutes les instances de délibération, de concertation, de décision sont mis hors circuit par la disruption... Plus de loi : c'est celui qui tire le plus vite qui gagne, et à ce jeu les cow-boys numériques de la Silicon Valley sont les plus forts ; ce sont eux les «héros» de cette conquête de l'Ouest, dont nous sommes les victimes comme les Indiens étaient celles de la véritable Conquête de l'Ouest, à la nuance près qu'eux n'étaient pas consentants. Bienvenue dans le Far West technologique !



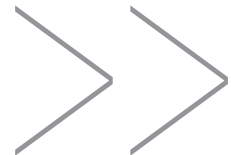
J'aimerais que l'on revienne sur ce qui me semble être le cœur de la disruption, ce qui la rend envisageable et si diablement efficace : cette idée que nous autres, êtres humains, sommes pris de vitesse par les algorithmes, pris de court et littéralement court-circuités. Chacun, en ligne devant son écran, a pourtant le sentiment de maîtriser ses actes, donc son devenir. Il ne se sent pas « disrupté », mais croit juste profiter de services plus efficaces. Il pense encore être celui qui désire et qui choisit. Vous dites que c'est un leurre, en vous appuyant qui plus est sur la vitesse hallucinante des algorithmes, et qu'au final nous sommes orientés « à l'insu de notre plein gré ». Comment se passe concrètement ce court-circuit par les algorithmes ?

Comprendre ce court-circuit par la vitesse des algorithmes suppose de bien saisir le fonctionnement de l'économie des data. Nous sommes tous en effet plus ou moins contributeurs, et donc producteurs de cookies, de « like », de *meta data* ; selon le type d'activité que l'on développe, il y a plusieurs manières de contribuer à la data économie, mais nous y contribuons tous, en tout cas tous ceux qui ont un téléphone, un smartphone, une tablette, un ordinateur, et qui surfent plus ou moins sur le Web. Utilisant ces appareils, nous déposons des traces de ce que nous faisons, et de plus en plus systématiquement, consciemment ou inconsciemment. Ces traces de nos actes, nous les laissons de plus en



plus souvent sans même le savoir, au travers de ce qu'on appelle l'Internet des objets, et puis les automobiles et tout l'environnement urbain, ce qu'on nomme *smart cities*, via des capteurs qui envahissent tous nos espaces de vie. J'ai lu, par exemple, que les véhicules de General Motors allaient avoir désormais jusque 500 capteurs pour tracer l'activité de l'automobiliste. Ce qui prépare d'ailleurs des contrats avec les compagnies d'assurance basés sur une surveillance de tous les instants, consentie pour payer moins... Bref, c'est ça qu'on appelle la data économie. Et la data économie consiste d'abord à modéliser les comportements des individus, à les modéliser individuellement et collectivement. Individuellement à travers ce qu'on appelle leur profil ou leur double (ce qui a été analysé par Antoinette Rouvroy et Thomas Berns), et collectivement à travers les réseaux. Les réseaux sociaux produisent des espaces collectifs et mettent en relation ces différents profils. Dès que nous interagissons avec une interface, par exemple pour commander un livre ou tamiser une lumière le matin dans notre maison connectée, le système s'active immédiatement, en temps réel, non seulement pour répondre à notre demande, mais pour l'enregistrer et l'analyser, et ainsi mieux dessiner notre double numérique et mieux nous orienter. Et il s'active de la sorte, comme je le disais, à un niveau de performance sans équivalent, dans le meilleur des cas de 200 millions de mètres par seconde, aux deux tiers de la vitesse de la lumière. Je précise bien : là, c'est vraiment le meilleur des cas, par exemple pour la circulation d'information entre les réseaux de fibre optique de Wall Street à la Bourse de Paris. Evidemment, sur les réseaux Wi-Fi, avec l'ADSL ou la 4G par exemple, ça n'est pas cette vitesse-là, mais cela n'en reste pas moins extrêmement rapide. Je suis donc en train d'interagir avec un système, je tape quelque chose sur mon clavier ou mon écran, le système analyse immédiatement ce que je tape ; il mobilise tout le passé de mes interactions avec ce système-là, mais aussi avec d'autres systèmes, puisqu'il y a des échanges entre les systèmes, à l'intérieur des groupes, des réseaux auxquels j'appartiens, et il produit une analyse qui, de fait, va plus vite que moi à désirer quelque chose.

Il s'agit donc d'écosystèmes de plus en plus sophistiqués,

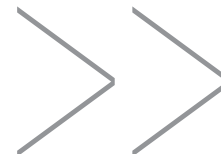


qu'il s'agisse d'une enseigne comme la FNAC, ou de marques connectées entre elles, d'Apple ou de Google aussi bien sûr, ou pourquoi pas de systèmes d'État, sachant que plus nous avançons, et plus ces systèmes se connectent les uns aux autres. Et les mécanismes que vous décrivez analysent la moindre de nos interactions à une vitesse hallucinantes pour mieux anticiper nos désirs avant même que nous ne puissions les exprimer nous-mêmes, c'est bien ça ?

Oui, ce qui fait que, plus le dispositif se développe, moins c'est moi qui désire quelque chose, et plus en réalité je déclenche des actes dont je suis persuadé que ce sont les miens, puisque c'est moi qui ai commencé à taper, mais dans lesquels finalement je ne me reconnais pas, ou dans lesquels je crois me reconnaître, mais comme avec une gêne plus ou moins forte...

Un bruit de fond, comme une petite musique que je ne veux entendre, car elle me susurre que je suis dépossédé de moi-même, ce que je ne peux admettre...

Et c'est embêtant, car ce constat si difficile à accepter que, fondamentalement, si je tente d'être honnête avec moi-même, je ne m'y reconnais pas, fait que, petit à petit, je commence à avoir, peut-être, des profils psychoïdes ou schizoïdes, en tout cas très problématiques. Je me dédouble, je me partage en plusieurs personnalités, et, *in fine*, d'une certaine manière, je me retrouve privé de ma personnalité qui, en quelque sorte, n'est plus que calculée...



La réalité qui se délite et notre essence d'être humain qui s'évanouit dans un devenir schizoïde : j'ai l'impression en vous écoutant que nous sommes des personnages de mon écrivain de science-fiction fétiche : Philip K. Dick. Cela me fait froid dans le dos.

Pour parler dans le langage que j'ai produit en lisant le philosophe Gilbert Simondon, et qui rejoint ce que vous dites, je suis «désindividué». Cette anticipation, ce court-circuit de mes désirs me désintègrent littéralement sur le plan psychologique. S'ajoute à cela l'exacerbation de processus voyeurs et exhibitionnistes par les réseaux sociaux et plein d'autres phénomènes de déstabilisation de la personnalité. Et c'est ainsi que les comportements individuels comme collectifs «se grégarisent» massivement : tout cela se consolide pour produire ce que j'ai appelé, dans le bouquin, de la folie ordinaire. De la folie ordinaire qui fait que les gens sont perdus...

Là encore, au niveau de notre esprit cette fois, comment en arrive-t-on sans même nous en rendre compte à cette «folie ordinaire», comme vous dites ?

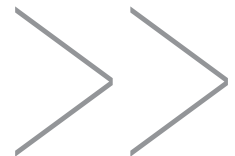
Pour vous répondre, le mieux est de réfléchir à ces phénomènes en prenant un peu de distance philosophique, et en s'appuyant sur Emmanuel Kant. Cette folie ordinaire s'explique notamment par ce fait, à ne jamais oublier, que les algorithmes sont une extériorisation des facultés de l'entendement, et plus précisément de ce que Kant appelle l'entendement dans *La critique de la raison pure* (livre publié la première fois en 1781). La capacité de l'entendement, c'est celle d'analyser, et cette capacité d'analyser, je peux la déléguer. Descartes le dit déjà très bien dans ses *Regulae : Les règles pour la direction de l'esprit* (publication posthume, et inachevée, de 1684). Ma capacité d'analyse, je peux



donc la déléguer à un système d'opérations ; je ne sais certes plus comment l'opération se réalise logiquement, mais je sais la poser, et en déléguer la mise en œuvre à un algorithme, à une machine qui va très vite. Le résultat de cette délégation, c'est que l'entendement va dès lors beaucoup plus vite que la raison ; il prend la raison de vitesse, il la court-circuite. C'est, je le répète, ce qu'expliquait Emmanuel Kant dans *La Critique de la raison pure*. Or l'entendement sans raison, c'est extrêmement dangereux, parce que la raison, c'est ce qui, à un moment donné, a la capacité à limiter, à trancher, à vouloir, à créer, à produire des finalités, tandis que l'entendement peut fonctionner de manière totalement autosuffisante et automatique. À cet égard, et Kant, à son époque, ne pouvait évidemment le deviner : l'entendement laissé à lui-même, privé du travail de la raison est producteur d'entropie. Il produit de la standardisation, de l'homogénéisation, et finalement du désordre, puisque l'homogénéisation, en théorie physique, c'est ce qui conduit au désordre, c'est-à-dire à une destruction de l'ordre, de l'organisation, du vivant. Et c'est bien pourquoi la disruption est aussi, d'un point de vue systémique, extrêmement problématique : elle augmente considérablement le taux d'entropie dans l'univers, et ce à tous les niveaux : l'entropie physique, selon les lois de la thermodynamique, mais aussi l'entropie mentale, l'entropie informationnelle, etc.

Donc, ça n'est pas soutenable, du point de vue de la planète comme de l'individu. Car pour en revenir à la folie ordinaire, ce court-circuit non seulement des désirs mais de la raison détruit les raisons d'espérer de tout un chacun, et particulièrement des jeunes. Parce que la capacité à vouloir, à se projeter, à produire ce que Husserl, le philosophe allemand, appelle des *protentions*, se grippe...

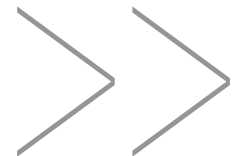
Les *protentions*, ce sont nos attentes, nos espoirs, mais des attentes et des espoirs que nous «activons» pour les satisfaire, les atteindre. L'on pourrait dire : des anticipations. Et comment réussissent-elles à s'activer ?



Grâce à ce que Husserl appelle des *réentions*, c'est-à-dire en des termes moins précis que vous des mémoires : mémoires immédiates, par exemple lors d'un dialogue ; mémoires secondes, qui restent dans notre esprit et en quelque sorte nous servent lors de nos échanges ; et mémoires tertiaires, de l'ordre de la trace, écrite ou digitale, nécessitant donc un langage, un appareillage... Autant de mémoires, donc, que nous avons besoin d'incarner, de nous réapproprier...

Les *protentions* sont en effet chez le philosophe Husserl le résultat de l'agencement des *réentions*, c'est-à-dire de tout mon passé, mais d'un agencement que je réalise moi-même. Lorsque c'est Amazon qui s'empare de mes *réentions*, de ma mémoire enregistrée, de mes traces, qui les agence avec ses algorithmes en fonction de son business modèle à lui, et pas du tout en fonction de mes propres intérêts et désirs à même de se renouveler sans cesse, eh bien il me prive de produire moi-même mes *protentions*. Et à partir de là, il me prive de mes capacités de me projeter dans l'avenir, il me prive de raisons d'espérer, il me rend littéralement désespéré. C'est-à-dire totalement déraisonnable, irrationnel, et perdu, sans toujours pouvoir l'admettre, comme sont perdus de plus en plus de jeunes, mais pas que des jeunes.

Dans votre livre, *Dans la disruption*, vous revenez régulièrement sur le discours, pour vous très symptomatique, d'un adolescent, qui s'appelle Florian... Oui, je cite en particulier ce jeune homme, Florian, qui a ce discours absolument incroyable



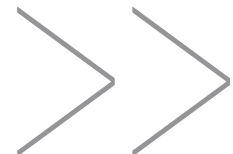
en 2005, alors qu'il était adolescent. Il y a un peu plus de dix ans, il sent bien que tous les horizons se bouchent. Il s'adresse à des adultes et leur tient ce discours que peu admettent de façon aussi claire : vous ne comprenez rien à ma génération et à moi, nous ne rêvons pas du tout, nous ne rêvons plus, ni d'avoir une famille ni d'avoir un travail, et, en plus, nous sommes la dernière génération, peut-être l'une des dernières, car il n'y en aura plus après nous. Ça, c'est ce que vivent des jeunes gens aujourd'hui, et bien plus qu'on ne l'imagine. En 2005, ce désespoir de Florian naît du tout marketing, de ce que j'ai appelé dans d'autres livres l'économie de l'incurie, qui ne prend plus soin de personne et part bien au contraire à la conquête de la libido des individus réduits à l'état de consommateurs. En 2005, la data économie n'existait pas. Mais le court-circuit des désirs et de la raison qu'elle permet en 2016 représente une sorte d'aboutissement, d'aggravation de cette économie de l'incurie, de son marketing et de ce que le philosophe Mark Hunyadi appelle «*la tyrannie des modes de vie*». Aujourd'hui plus encore qu'hier, ce qu'a affirmé Florian en 2005, nous sommes de plus en plus nombreux à le penser, au fond de nous. Combien de fois n'entendons-nous pas dans les bistrots des phrases du genre : «*On n'en sortira jamais, ce n'est pas possible, tout est foutu*» ? À un moment ou un autre, tous autant que nous sommes (ou pas loin), cette idée nous passe par la tête. Mais immédiatement, nous la dénonçons, parce qu'elle nous est insupportable, qu'elle est socialement bien trop lourde à porter. Un père qui dirait ça à ses enfants perdrait tout crédit, et ne pourrait plus être reconnu comme père légitime, car il aurait perdu toute autorité en tenant ce type de discours. Un Président de la République qui dirait ça, il se ferait jeter par ses électeurs, tout de suite, et pour la même raison. Quant au patron qui dirait ça, il se ferait sans aucun doute virer par ses actionnaires, comme quelqu'un de totalement irresponsable. Apparemment, notre société n'accepte pas que l'on puisse assumer cette désespérance. Je pense pourtant qu'il faut passer outre, et affirmer que le système n'est plus soutenable. À un moment donné, il n'y a pas d'autre solution pour avancer que d'affronter le réel dans ce qu'il peut avoir de pire, en assumant publiquement plutôt qu'en niant notre propre désespérance. Il faut dire qu'on ne peut continuer comme ça.



Ce que vous affirmez, c'est que la disruption est désormais la cause essentielle de ces phénomènes de désespérance que l'on ne veut pas voir ?

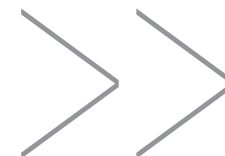
Parce que cette disruption n'est pas soutenable, et que la plupart d'entre nous en ont le sentiment sans vouloir l'accepter, voire en s'opposant à ce sentiment. C'est bel et bien à cause de la disruption que des tas de gens se disent qu'ils n'auront bientôt plus de boulot – comme nous le disions dans notre précédent entretien sur Culture Mobile. C'est le chauffeur de taxi qui se dit qu'il va perdre les 50.000, 100.000 ou 200.000 euros qu'il a empruntés pour acheter sa bagnole ou surtout sa licence. Ce sont des parents qui se désolent, se disant : mes gamins ne travailleront jamais, il n'y a plus de boulot pour eux. C'est même la désespérance de François Hollande, qui n'arrive absolument pas à imposer son point de vue parce qu'il est complètement dépassé par ce dispositif de disruption qu'il se refuse à voir et à admettre. Enfin, c'est la désespérance du patron du groupe Axel Springer, Mathias Döpfner, qui dans une lettre d'ouverture à Éric Schmidt, président exécutif de la holding Alphabet qui réunit désormais toutes les activités de Google, reconnaissait en avril 2014 avoir «*peur de Google*». La désespérance de ce PDG du premier groupe mondial d'édition, boîte qui plus est allemande, me semble mille fois plus porteuse d'espoir que celle de François Hollande. Car Döpfner, à un poste de décision majeur, reconnaît sa peur. Ça ne se fait pas du tout. Quand on est un grand patron, si l'on respecte les conventions ou plutôt une certaine *doxa*, on n'a pas le droit d'avoir peur : vis-à-vis du public, on se doit de rester, comme le chevalier Bayard, «sans peur et sans reproche». J'apprécie ce type de franchise. Elle est nécessaire, car il devient important d'appliquer à soi ce que Michel Foucault, en particulier à la fin de sa vie, appelait la *parrêsia*.

Parrêsia que vous appliquez à vous-même dans votre livre, au risque de vous rendre très vulnérable. Car la



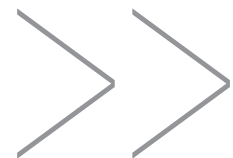
parrêsia est le contraire de la mise en spectacle d'une personne se sentant supérieure, et se donnant en exemple pour le montrer. Ce serait plutôt l'exemplarité d'une personne assumant son imperfection, ses peurs, et les affirmant en public pour mieux se soigner, et si possible, d'un même élan, contribuer à «panser» le monde...

Il faut commencer à exprimer ce que l'on ressent profondément, et à tenter de le comprendre pour mieux agir ensuite, parce qu'effectivement, une nouvelle fois, tout ça n'est pas soutenable. Pour revenir aux propos du patron de Springer, je pense que l'attitude de Google vis-à-vis de la presse, vis-à-vis des bibliothèques, vis-à-vis des grands éditeurs, etc. est extrêmement dangereuse. Elle détruit des siècles et des siècles de consolidation, d'accumulation de culture, qui remontent pratiquement à l'origine de l'Occident, à ce qui s'est construit autour de l'Académie de Platon, il y a tout de même 2500 ans. Et que tout ça se fait de manière très inconsidérée, et à mon avis extrêmement dangereuse. C'est d'ailleurs ce qui m'a conduit dans ce livre à une petite provocation auprès de l'un de mes amis, qui s'appelle Nicolas Colin, et qui a créé fin 2014 *La Family*, une structure officiellement «destinée à coacher et financer des *startups*». À l'exact inverse du PDG d'Axel Springer, qui dénonce Google et explique qu'il en a peur, Nicolas Colin reprend à son compte le discours de la disruption. Reprenant le titre et la thématique du livre d'Alessandro Baricco, *Les Barbares. Essai sur la mutation*, lui-même et tous ceux qui s'associent à *The Family* se qualifient de «néo barbares». Ils parlent d'une «stratégie de conquête» et revendiquent pour atteindre leurs fins une barbarie. Sur leur site, justement titré «Les barbares attaquent», ils affichent leur volonté de «tout *disrupter*», autrement dit de tout détruire : l'Éducation nationale, l'édition, les médias, l'agriculture, les transports publics, l'immobilier, la santé, l'assurance, l'habitat et la construction, le dialogue social, etc.



Certes, mais il y a dans ces propos une bonne part de provocation, venant de beaucoup de jeunes entrepreneurs du monde des nouvelles technologies, mais aussi de gens plus inclassables, comme, à ce que j'ai lu, l'écologiste Cyril Dion du mouvement Colibris de Pierre Rabhi, ou encore des gens comme Armel Lecoq ou Anne-Sophie Novel, du côté de ce qu'on appelle la «*civic Tech*» et l'économie collaborative, etc. Autant d'acteurs qui n'en peuvent plus de l'immobilisme et de l'incurie de nos décideurs et gouvernants...

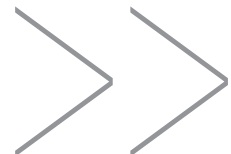
Certes, et je n'apprécie pas plus qu'eux ces décideurs et ces gouvernants qui ne comprennent rien à rien, et qui souvent nous mentent, ne serait-ce que par omission. Mais en reprenant quasiment à l'identique le discours, le credo de la Silicon Valley, en s'appropriant l'ambition de tout «*disrupter*», plutôt que d'essayer d'éteindre l'incendie ils jettent de l'huile sur le feu, comme on dit. Ce qui, à mon avis, est d'une immense naïveté. Parce que c'est le meilleur moyen de se faire manipuler, de se faire instrumentaliser, et finalement absorber par un dispositif qui n'est pas du tout solvable dans le long terme, et qui n'est pas soutenable d'un point de vue mental, environnemental... Pire : qui provoque de la violence et de la haine, qui conduit à de l'explosion sociale, parce que tous les facteurs, économiques, psychiatriques, sociologiques, politiques, culturels, etc. de cette disruption contribuent à une perte de sens, à une destruction de la raison, à une entropie généralisée qui ne me donne vraiment pas envie de me revendiquer de cette barbarie-là. Car la disruption, c'est ce qui généralise selon moi cette barbarie qu'annonçaient déjà les sociologues et philosophes de l'École de Francfort Theodor W. Adorno et Mark Horkheimer en 1944, lorsqu'ils disaient que les industries culturelles allaient casser tout



ce sur quoi était appuyée la civilisation. C'est un phénomène de l'ordre du nihilisme automatique, qui stérilise et détruit tout ce qui procédait de la culture et de la vie sociale avec la puissance sur le moyen et le long terme d'une bombe à neutrons.

D'une certaine façon, la barbarie des djihadistes fait écho à cette barbarie de la disruption. Elle en est le pendant, même si bien évidemment les actes barbares des uns, qui tuent au sens propre, n'ont rien à voir avec ceux des autres, dont la néo barbarie n'assassine personne physiquement. La comparaison entre le manifeste de ces néo barbares et ce qui serait la « bible » de Daech, *L'Administration de la sauvagerie : l'étape la plus critique à franchir par l'Oumma*, écrite par un certain Abu Bakr al-Naji entre 2002 et 2004, n'en reste pas moins édifiante. Ce texte, vraisemblablement de la main d'un ancien agent de Saddam Hussein, plus stratège militaire qu'islamiste furieux, explique en effet la nécessité pour les djihadistes de contribuer à « l'épuisement des structures étatiques et à l'instauration d'une situation de chaos et de sauvagerie ». La bible de Daech comme celle de la Family de Nicolas Colin expliquent donc qu'il faut semer le chaos, mettre les institutions par terre pour mieux prendre ensuite le pouvoir. Dans les deux cas, il s'agit d'un discours de conquête. Je trouve ça effroyable, et irréaliste, du moins du côté de *The Family*, car la disruption telle qu'elle se développe aujourd'hui ne crée aucun modèle solvable. Elle fonctionne un peu comme la spéculation : ça rapporte énormément à court terme, lorsqu'on a pris de vitesse tout le monde, mais à moyen et long terme, ça s'inverse, et surtout ça détruit le système économique.

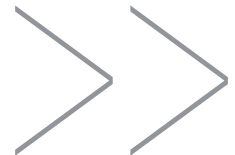
Je connais bien Nicolas Colin, ayant contribué au travers de discussions à l'écriture de son livre sur les multitudes. Sans doute m'en veut-il désormais de la comparaison que j'ai menée dans mon livre entre les bibles de Daech et de *The Family* – sans jamais les confondre, est-il nécessaire de la rappeler ?... Mais attention : si je critique avec virulence la disruption telle qu'elle est défendue et pratiquée par la Silicon Valley, et telle que s'en emparent ces néo barbares, je n'en appelle pas à son rejet pur et simple. La disruption correspond à un processus bel et bien engagé ; décréter de la stopper, comme ça, serait illusoire, voire dangereux. Non, l'enjeu est d'inventer une autre disruption, une disruption



à l'européenne, ou même à la française. Il faut mettre des conditions nouvelles à la disruption, des conditions de solvabilité, de soutenabilité, et d'adhésion de la population. Car il y a tout à fait la possibilité de créer un autre scénario de disruption, qui ne serait pas du tout barbare, mais bien au contraire civilisateur.

Car la disruption actuelle, via les machines et les mécanismes de l'économie des data que tel que vous les avez décrits, court-circuite systématiquement tout ce qui fait société, c'est bien ça ? Il rend fou les individus, qui en deviennent désespérés (comme vous l'êtes vous-même bien souvent à lire votre livre), mais il rend tout aussi folle notre société. Car tout notre système social, notamment de solidarité, est chamboulé par cette disruption-là, venue de la Silicon Valley et récupérée par le monde des *startups* mais aussi les multinationales, et il en devient complètement inopérant, non ?

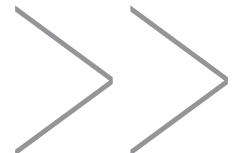
Je dirais même que ce sont d'abord les systèmes sociaux qui sont court-circuités, et c'est bien pour cela que les individus sont totalement désorientés, et conduits parfois au désespoir. Parce qu'un individu ne peut pas vivre hors d'un collectif. La disruption telle que nous la décrivons, je le rappelle, résulte de ce que les libertariens américains ont promu. Sauf qu'il y a deux catégories de libertariens, et que cette distinction a de l'importance : il y a les libertariens qui prônent la destruction du collectif, ou plutôt sa dissolution dans les mécanismes de la disruption hypercapitaliste qui, selon leur idéologie, permettrait magiquement la constitution d'une sorte d'ordre naturel néo darwinien ; et puis il y a les libertariens qui défendent au contraire la reconstruction d'un collectif, notamment



grâce à ce qu'on appelle les communs. Les premiers sont aujourd'hui dominants, surtout grâce au poids de la Silicon Valley ; les seconds, dont l'importance a été cruciale dans la constitution d'Internet, auraient selon moi comme figure emblématique (et sympathique) Richard Stallman, qui est l'un des pères du logiciel libre. Je tiens à différencier les deux : ceux qui détruisent le social et ceux qui rêvent de le réinventer.

J'aurais tendance à dire que les premiers sont effectivement ce qu'on appelle des libertariens, partisans de la liberté absolue de l'individu, pour lesquels les lois de la propriété privée doivent permettre d'abolir toute puissance publique, ce qui va jusqu'à la défense de la propriété et du libre usage des armes à feu, mais que les seconds sont des libertaires. La vraie différence, c'est que les premiers voient dans l'économie le sésame unique de toute société, là où les seconds considèrent la culture comme la clé d'une société, l'économie n'en étant que l'une des modalités parmi d'autres, à choisir et à orienter selon des choix dont l'essence est sociale et culturelle.

On peut l'exprimer ainsi. Les gens du logiciel libre, particulièrement, ainsi que tous ceux qui ont affirmé que le numérique allait ou devait ouvrir des nouvelles formes de coopération, communautaires, conduisant à ce qu'on appelle les communs, seraient selon votre définition plutôt des libertaires. Ils se méfient autant du marché que de l'État, mais sans dogmatisme, et se retrouvent dans des biens communs informationnels

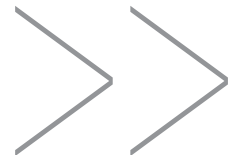


comme Wikipédia ou OpenStreetMap. Ils restent actifs et influents aux Etats-Unis, et leurs travaux sont pour moi très prometteurs, notamment dans l'optique de cette toute autre disruption dont je défends la nécessité urgente. Car pour les autres libertariens, ultra-libéraux, le collectif n'existe absolument pas. Il n'y a que l'individu. Leur société rêvée, que la disruption actuelle leur permet de construire, signifie une totale atomisation des individus. Leur horizon assumé, c'est la destruction du social, et ça, je pense que c'est extrêmement dangereux.

Je pense même, pour y revenir après ma comparaison de tout à l'heure entre les deux bibles de Daech et de *The Family*, que le succès du djihadisme est très lié à cette disparition du social grâce au nihilisme automatique de cette disruption libertarienne. Parce que l'homme ne peut vivre sans un horizon de collectif. Et à partir du moment où on l'en prive, il s'en fabrique un artificiel. C'est ce qu'explique très bien Fethi Benslama : ce psychanalyste a beaucoup travaillé sur les djihadistes, sur la radicalisation, comme on dit, des jeunes Français qui deviennent terroristes. Comme je l'avais moi-même analysé dans un autre contexte, à propos des attentats de Londres en 2005, il montre que si la société prive les jeunes adolescents d'horizons d'idéalisation, ils s'en cherchent un à tout prix. Et c'est cette béance qu'exploite Daech, avec ce que Benslama appelle «l'offre Daech».

D'où l'urgence de réinventer une solidarité, un système social...

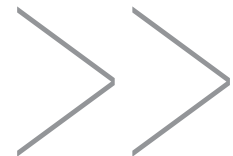
C'est effectivement pour combler cette béance, qui nous rend désespérés, et dont profite de façon effroyable «l'offre Daech» dont parle Fethi Benslama, qu'il est absolument indispensable de repenser la question du collectif et de la solidarité organique, dont parlait le sociologue Emile Durkheim à la fin du XIXe siècle, mais cette fois à l'horizon, à l'aune, à l'époque de la disruption. Il me semble urgent de repenser, de réorienter les potentialités disruptives de notre système technique, non pas pour détruire le social, mais pour réinventer une nouvelle forme de société. Et je pense que c'est possible



parce que justement c'est indispensable. C'est ma façon de raisonner pour dépasser le désespoir et la mélancolie : les seules choses vraiment possibles sont celles qui s'avèrent indispensables. Il y a là une terrible nécessité. Nous ne pouvons pas faire autrement. Si nous n'arrivons pas à reconstruire des horizons de solidarité collectifs, non plus basés sur les modèles issus du XIXe et du XXe siècle, mais qui correspondent à notre temps et à son système technique, nous allons alimenter des processus de destruction extrêmement violents. Ce sera une guerre totale, économique bien sûr, politique et culturelle, mais aussi guerre civile à l'intérieur de nos sociétés autant que guerre contre le terrorisme. Comment pouvons-nous tirer partie de la «disruptivité» des automates et des algorithmes, non pas pour éliminer le collectif, mais pour construire une nouvelle forme d'intelligence collective ? Telle est selon moi l'une des questions les plus cruciales de notre temps. C'est d'ailleurs le projet de Plaine Commune, en Seine-Saint-Denis, avec le président de cette communauté de communes, Patrick Braouzec, et l'association Ars Industrialis dont je suis l'un des cofondateurs.

Il s'agit donc de l'un des tout premiers projets expérimentaux de cette «autre disruption», projet que vous travaillez à mettre en place depuis des années et qui se lance dans les mois qui viennent officiellement...

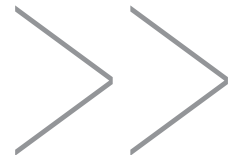
En effet, nous posons qu'il est indispensable de ne pas nier la disruption, nous n'avons pas l'illusion d'installer des barrières pour empêcher la disruption d'arriver en Seine-Saint-Denis. Non, nous disons au contraire que nous allons nous en emparer, de la disruption, mais pour tenter de produire quoi ? Une vraie rupture. Dans disruption, il y a «ruption», c'est-à-dire rupture. Et quelle serait cette vraie rupture ? Je considère que les Google, Amazon et autres Uber ne représentent en aucune façon une vraie rupture. Ils ne font qu'illustrer l'utilisation radicale des capacités disruptives du numérique pour intensifier plus encore le caractère complètement autodestructeur du capitalisme hyper consumériste. À Plaine Commune, nous pensons qu'à l'inverse, susciter une



vraie rupture suppose de repenser en profondeur l'architecture des technologies du numérique, et notamment de télécommunications, ainsi que leurs interfaces et modes de fonctionnement. Nous avons prévu d'y travailler avec Orange et Dassault Systèmes, et puis les chercheurs, les professionnels et surtout les habitants de la communauté de communes. Notre pari, peut-être un peu fou d'une certaine façon, est d'y produire une disruption *néguentropique*, à même de créer des bifurcations créant elles-mêmes non pas toujours plus de prolétarisation, mais de la *noodiversité*.

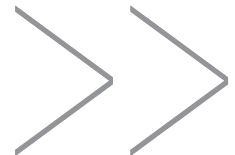
Selon vos mots, très précis, la *néguentropie* est l'exact contraire de l'entropie à l'échelle de l'individu comme de nos sociétés et de la planète : créatrice d'ordre et non pas de désordre ; de l'ordre de la vie plutôt que de la mort ; à même d'initier de l'espérance contre la désespérance, etc. Quant à ce terme de *noodiversité*, qui s'oppose à la prolétarisation généralisée, il conjugue cette nécessité d'une diversité de formes, de singularités, non plus seulement sur le terrain biologique, mais sur celui des savoirs, savoir-faire et savoir-être... Cette *noodiversité* serait donc pour demain la compagne rêvée de la biodiversité !

On parle beaucoup de la biodiversité. Cette année a été l'année du rapport de l'Union européenne disant que les abeilles sont très menacées. Suite à cette prise de conscience, on met maintenant des abeilles un peu partout, parce que ça y est, en France, comme en Chine ou dans le Middle West aux Etats-Unis, la pollinisation ne se fait plus, et ça



commence à inquiéter beaucoup de monde. Mon beau-père, qui est un apiculteur, me dit : «*Ce n'est pas vrai que les abeilles disparaissent, il y en a plein*», et je lui réponds : «*Il y en a plein, parce qu'elles viennent là pour se réfugier*.» Ce sont des réfugiées. Ce sont des migrantes : elles viennent se planquer dans le Bourbonnais, parce que là il n'y a pas beaucoup d'insecticide. Mais en effet, maintenant c'est attesté, les pollinisateurs, et en particulier les abeilles, sont en train d'être détruits. Et c'est un problème qui a partie liée avec l'entropie, dont l'une des manifestations les plus évidentes est la destruction de la biodiversité. C'est très grave, dans le cas des hyménoptères, parce que ça affecte les végétaux, ça stérilise beaucoup d'êtres vivants. On parle d'une sixième extinction de masse, qui fait débat en science, mais il s'agit d'un vrai débat, car il part non de quelque élucubration mais d'une hypothèse scientifique solide. L'hypothèse de la sixième extinction de masse est scientifique, et d'ailleurs aujourd'hui majoritaire dans le monde scientifique.

Qu'est-ce que j'essaye de transmettre en parlant des abeilles et du risque d'une sixième extinction de masse ? Je veux montrer que nous nous situons à un tournant : nous pouvons faire prendre à la disruption deux chemins : soit elle se met plus que jamais au service de l'augmentation de l'entropie, ou plutôt de l'augmentation de l'augmentation de l'entropie, avec des conséquences très graves en termes de dépenses d'énergie, de destruction de notre environnement, de consommation irresponsable sous influence des modèles spéculatifs ; soit elle se met au service de ce que j'appelle une vraie disruption, c'est-à-dire une disruption qui pourrait nous permettre de réaliser un saut comparable à celui qu'ont réussi à provoquer le président Roosevelt et l'économiste Keynes en 1933, à la suite de la grande crise, avec ce qui est resté dans l'histoire sous le nom de *New deal*. Ce qu'on a appelé les Trente Glorieuses, jusqu'à la fin des années 1960 trouve sa source dans ce tournant de 1933, qui a eu des répercussions sur la planète entière. Notre époque, en 2016, n'est plus du tout celle des Trente Glorieuses ; son consumérisme capitaliste est en effet devenu totalement insolvable, à la différence de ce que Roosevelt et Keynes avaient instauré. C'est pourquoi nous devons entrer dans une époque de valorisation de la *néguentropie*, et donc non seulement de la biodiversité, mais de la *noodiversité*, c'est-à-dire de la multiplicité des savoirs singuliers.

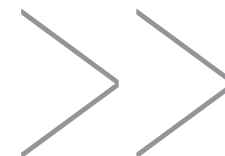


Dans la disruption, comment ne pas devenir fou ? utilise une expression que je trouve assez poétique : nous serions selon vous dans «l'époque de l'absence d'époque», et l'enjeu serait donc de construire une nouvelle époque, comme à ce tournant du *New deal*, autour de 1933, ou pour remonter plus loin dans le passé, comme à la Renaissance, qui s'est déclinée, il est vrai, sur plusieurs périodes entre le XIVe et le XVIe siècle en Europe et particulièrement en Italie...

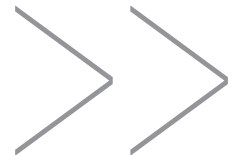
C'est vrai que, dans ce livre, je reprends les analyses du célèbre livre de Michel Foucault, *L'histoire de la folie à l'âge classique*, publié en 1964, afin de mieux comprendre cette folie ordinaire de notre temps. Il y parle de la montée du sentiment d'augmentation de la folie entre la fin du Moyen âge et le début de la Renaissance. Le rapport avec notre aujourd'hui est assez étonnant. La Renaissance était aussi une époque, je ne dirais pas de disruption telle que nous la connaissons, mais tout de même de grande transformation d'un genre ou d'une dimension comparables. En 2016, nous sommes en plein là-dedans, et nous avons à produire, je ne sais pas si c'est le protestantisme ou les exercices spirituels d'Ignace de Loyola, mais en tout cas nous avons à réaffirmer la possibilité, la nécessité urgente de remettre de l'esprit dans nos sociétés, c'est-à-dire des raisons d'espérer. Et nous ne pourrions pas retrouver des raisons d'espérer sans agir contre le court-circuit de la raison, et sans tenter de construire cette nouvelle époque que je qualifie de *néguentropique*...

Vous parlez de construction, et pas de hacking ?

Oui, j'ai beaucoup d'ami hackers. Je me suis moi-même revendiqué à un moment de ce

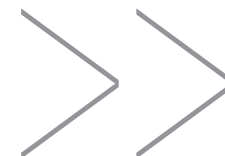


mouvement-là, mais je crois que c'est du passé. Nous n'en sommes plus au hacking. Car le hacking, même pour de très bonnes raisons, c'est justement le «court-circuit», c'est un peu ce que revendiquent encore les plus honnêtes des néo barbares de la *Family*, que nous avons évoquée tout à l'heure. Le présent, l'avenir, c'est le moment de la construction, pas du court-circuit. Car maintenant qu'on a bien court-circuité, que fait-on ? Que construisons-nous ? Il faut bâtir, élaborer, ouvrir de nouvelles perspectives, organiser des expérimentations et d'autres façons de penser et de faire. Cela suppose de repenser totalement toutes les grandes institutions, toutes les grandes fonctions économiques, la territorialité elle-même. C'est ce que nous voulons faire à Plaine Commune. Nos travaux concernent donc l'organisation collective, la macroéconomie, mais aussi la refonte des architectures de données, des réseaux, de la réticulation en tant qu'elle est en étoile, décentralisée, etc. C'est un immense chantier, pour une nouvelle révolution industrielle qui doit se faire avec les gens, parce que c'est aussi et surtout ça que permet la technologie. Aujourd'hui, nous sommes contributeurs d'un système : la data économie, et cette contribution nous lèse. C'est-à-dire que nous contribuons contre nous-mêmes, pour nous priver de nos capacités de désirer, de nos raisons d'espérer. L'enjeu, selon moi, est de construire une économie de la contribution qui, au contraire, nous augmente, mais pas à la façon du *enhancement* du transhumanisme, individualiste voire égotiste, qui ne servirait qu'une élite économique voire techno-scientifique ; je parle d'une augmentation de notre intelligence, de notre capacité à travailler avec les autres, de nos désirs de collaboration, avec nos voisins ou d'autres partenaires, avec des pairs, proches ou lointains. Et c'est quelque chose qui va se développer inévitablement parce que c'est la seule voie rationnelle à creuser puis à emprunter. Si nous ne faisons pas cela, nous allons vers un effondrement économique, un effondrement écologique, un effondrement énergétique. Ce chemin *néguentropique*, c'est celui de la biodiversité comme de la *noodiversité*. Ça, c'est la grande disruption. Qu'est-ce que la *néguentropie* ? C'est ce qui produit de la bifurcation. La bifurcation, qui nous fait dévier vers la route de nos rêves, c'est aussi une disruption.



Cette disruption-là est une transformation qui ne détruit pas, mais qui construit les singularités individuelles et collectives. En vous écoutant, je pensais à un reportage de la base de ressources éditoriales en ligne nommée Solidarum, que notre petite société de production Moderne Multimédias est en train de réaliser avec la Fondation Cognacq-Jay : ce reportage s'appelle «*Les makers défont le handicap*», il a été tourné en mars 2016 lors d'un *hackathon* où les *makers* ont imaginé des solutions pour «défaire le handicap» dans le cadre des Abilympics, championnat du monde des métiers des personnes handicapées. Les hackers ayant participé à cet événement, que l'on appelle justement des *makers*, ne sont-ils pas d'ores et déjà dans cette logique du faire, donc de la construction de cette grande disruption positive dont vous parlez ? Est-ce qu'il n'y a pas là, en potentiel, un nouveau type de solidarité sociale ?

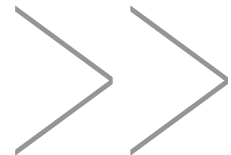
Oui, bien sûr. À Ars Industrialis, nous nous intéressons beaucoup aux *makers*, et plus généralement, je dirais, aux nouveaux savoir-faire, parce que ce que l'on voit réapparaître à partir de toutes ces choses là, ce sont des savoirs, des savoir-faire et des savoir vivre. Ce qui a caractérisé la société antérieure, c'est la prolétarianisation, c'est-à-dire la privation



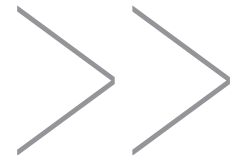
de savoirs ; le savoir encapsulé, enfermé dans les machines, ce que Marx appelle le capital fixe. Et nous pensons qu'aujourd'hui, dans cette société très entropique dans laquelle nous sommes, la production de *néguentropie*, c'est la revalorisation des savoirs, des savoir-faire et des savoir vivre ; c'est réapprendre à vivre ensemble, produire des arts de vivre, et les savoirs que l'on appelle théoriques, ou spirituels. Car j'y intègre les pratiques spirituelles au sens qu'elles ont par exemple chez Ignace de Loyola, ou dans le sport qui est une sorte de pratique spirituelle. Contrairement à ce que les gens croient lorsqu'ils ne connaissent pas le sport de l'intérieur, la pratique du sport est aussi une pratique de l'esprit ; j'ai découvert ça tardivement, et j'ai été ébloui par la transformation spirituelle que produisent les grands efforts physiques, les performances sportives. Ce qui va caractériser la société de demain, en tout cas je me bats pour ça, c'est la réaffirmation des savoirs, et donc du travail selon la définition que nous en avons donné dans notre livre *L'emploi est mort, vivre le travail !* aux Mille et Une Nuits il y a un an. Parce que le travail, c'est toujours ce qui met en œuvre du savoir. L'emploi, c'est toujours ce qui nous prive du savoir. Retrouver le travail dans son essence de construction de nos singularités, plutôt que de s'accrocher à des emplois insignifiants ou destructeurs, c'est ça que devrait rendre possible la grande bifurcation.

D'où ces *makers* – et non plus *hackers* – dont je parlais...

En effet, on retrouve cette démarche du «faire», donc du travail tel que je l'entends, par exemple dans les *fablabs* ou certains espaces de *coworking*. On voit y apparaître de nouvelles communautés de savoir, avec des gens qui s'échangent des savoirs, qui trouvent du bonheur à partager des expériences, car ainsi, ils ont le sentiment d'être au monde... Qu'est-ce que ça veut dire, être au monde ? Ça veut dire faire émerger un monde, contribuer à la formation du monde. Nous avons vécu, depuis deux cents ans, sous la coupe des bureaux d'étude et des agences de marketing. Nous avons été privés de notre participation au monde. L'ouvrier, devenu prolétaire et consommateur, ne participe plus du tout à la définition de son instrument, de son espace de travail. Le consommateur, d'ailleurs, ne définit plus du tout, quant à lui, sa manière de vivre ; ce sont les cabinets de



marketing qui se chargent de lui prescrire les «bonnes» façons de vivre, c'est-à-dire de consommer. De la même façon, le père et la mère ne contribuent (presque) plus du tout à l'éducation des enfants parce qu'ils n'arrivent plus à les éduquer, puisque les enfants sont eux aussi pilotés par tout à fait autre chose : les modes, les marques, les injonctions des applications de la tablette ou du smartphone, etc. C'est une privation d'individuation absolument considérable, et qui produit une désespérance immense, vraiment immense. Et ce qui se joue à travers ces démarches de *makers* ou d'autres nouveaux acteurs de la solidarité sociale, que vous êtes en train d'observer pour cette base de ressources, ce sont des choses que nous voulons généraliser, systématiser. C'est pourquoi, à Plaine Commune, nous mobilisons vingt thésards, dès le mois d'octobre 2016, pour travailler là-dessus. Vingt thésards pour accompagner ce territoire l'année prochaine. C'est l'idée de créer une petite armée, si je puis dire, de pensée, de thésards qui vont être amenés à travailler avec les gens sur le terrain. Car l'idée n'est pas d'affirmer: il y a d'un côté les intellos, et puis vous, qui allez pratiquer de nouvelles façons de faire comme on vous dira de le faire. Non, nous imposons aux thésards (c'est pour eux une condition même de l'obtention de leurs allocations de recherche), qu'ils travaillent main dans la main avec les habitants ; et que ces habitants, les étudiants les forment à la recherche ; et qu'en retour les habitants forment ces thésards à la vie sur leur territoire, qui est une autre forme de recherche. Il s'agit vraiment de créer des communautés de savoirs, donc de solidarité, parce qu'il ne s'agit plus du tout du modèle du chercheur solitaire qui reste dans son coin, mais au contraire d'un modèle de recherche qui repose sur une solidarité organique. Je prends le mot au sens de Durkheim, car je pense que les questions qu'a posées Émile Durkheim autour de 1880 sur la division du travail et ses conséquences sur l'évolution des sociétés sont en train d'être réactivées très puissamment aujourd'hui par toutes ces questions. Dans un sens que Durkheim ne pouvait pas anticiper, bien sûr mais que son neveu, Marcel Mauss, a senti venir. Car Marcel Mauss a parlé des techniques du corps et qu'il a formé et a été le mentor dans l'entre-deux-guerres d'un jeune type qui s'appelait André Leroi-Gourhan.

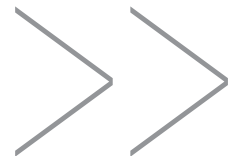


Leroi-Gourhan qui a d'ailleurs anticipé la disruption...

Complètement, j'en parle dans le bouquin. Il imagine l'éventualité que l'humanité se transforme dans le futur en une immense termitière ; sur un autre registre, il a pensé l'hypertexte et plein d'autres choses, Leroi-Gourhan...

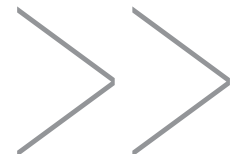
Ce qui est également fascinant, dans le travail que nous menons pour cette base Solidarum, c'est ce constat que cette capacité à faire et à théoriser d'un même élan pour mieux construire de nouvelles réponses ne concerne pas que le monde numérique, mais aussi le soin, la médecine, on parle par exemple d'éducation thérapeutique, dans la façon dont on va reconstruire avec des grands exclus, dans tous les territoires sociaux. Nous ne pouvons que constater ce désir de réappropriation de tous ces territoires, avec parfois des hésitations, car il n'y a pas de mode d'emploi pour réinventer le social... Mais il y a, pour le coup, de quoi espérer, non ?

Oui, tout à fait. C'est très important. Nous qui sommes capables d'espérer, comme l'aurait dit Nietzsche, il faut être fort pour être capable d'espérer, nous avons espéré beaucoup et nous avons été déçus. Il ne faut jamais perdre de vue l'expérience «épiméthéenne» de l'échec. Nous avons beaucoup espéré dans le Web, dans les années 1990 et au début des années 2000, dans le Web 2.0, etc. Et nous avons été extrêmement déçus. Et ça, c'est très important d'y réfléchir, d'en tirer les leçons à la fois scientifiques, technologiques,



politiques, morales même... Qu'est-ce que je veux dire en disant cela ? Reprenons notre discussion sur la disruption en tant que stratégie. Evgeny Morozov en parle très bien, de ces questions-là. Morozov explique qu'aujourd'hui Google et Washington travaillent ensemble pour «*hacker*», d'une certaine manière, les super structures de l'Etat fédéral, et que toute la stratégie de la Silicon Valley, grosso modo, c'est de remplacer l'Etat Providence par l'acteur privé qui s'occuperait de tout. Ce que nous pensons, nous, à Ars Industrialis, c'est que ce n'est pas solvable, et que ce n'est pas réaliste. Et ce que pensent beaucoup d'industriels, d'acteurs européens, c'est qu'une telle privatisation intégrale du bien commun, de l'intérêt général, signifierait la mort de l'Europe, tout simplement. Certaines de nos *startups* du numérique s'exportent ? Elles arrivent à s'inscrire dans l'écosystème de Google ? La belle affaire ! Que feront ces entreprises françaises le jour où Google décidera de se débarrasser de nous, parce que Google en crée toutes les conditions. Quand je dis Google, je l'utilise comme le symbole de toute la Silicon Valley. Mon Google est plus étendu que Google...

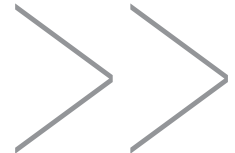
Le Web est né en Europe. L'Europe a des possibilités énormes, qu'il ne faut pas sous-estimer. Elle a les moyens de bifurquer, d'inventer une disruption alternative à celle de la Silicon Valley. En France, en Allemagne, en Belgique, en Italie, etc., il y a partout en Europe des acteurs qui savent produire du commun, des espaces publics, des externalités positives plutôt que négatives. Nous, Européens, qui sommes historiquement dans le continent des guerres, nous avons besoin de construire autre chose que le modèle disruptif des libertariens extrémistes de la Silicon Valley. Nous avons besoin de bâtir, je ne dirais pas un partenariat public privé, mais un rapport inédit entre une puissance publique et l'initiative privée, qui est indispensable (je ne suis pas du tout pour la disparition de l'économie de marché). L'un des objectifs de Plaine Commune est d'ailleurs de réinventer la puissance publique. Jean-Vincent Placé a signé une lettre de mission à Patrick Braouezec dans ce sens-là, dans l'idée de réinventer les rapports entre la puissance publique et des processus de développement, notamment via le numérique, tel que nous allons les construire. Nous pensons que la mise en œuvre de ces technologies disruptives, sur ce modèle-là, ne court-circuite pas les systèmes sociaux,



donc ces individus psychiques qui sont désintégrés sans systèmes sociaux. L'ambition est, à l'inverse, de produire de nouveaux types de systèmes sociaux, nouveaux par rapport à la théorie de Condorcet et à leurs modèles du XIXe et du XXe siècle. Des systèmes sociaux qui reconstruiraient véritablement de la solidarité organique, en articulant en particulier ce qui relève de l'activité économique et monétisée, je dis bien monétisée, c'est-à-dire qui relève de ce qu'on appelle en économie de la valeur d'échange et de la valeur d'usage, avec une autre valeur, la valeur sociétale. C'est Franck Cormerais qui est à l'origine de ce concept de valeur sociétale, qui naît de l'activité contributive, des communs, et qui produit du savoir. La grande économiste et théoricienne des communs Elinor Ostrom a montré qu'une communauté de gestion de communs, c'est d'abord une communauté de savoirs ; on partage du savoir et on le produit ensemble, selon des règles de gouvernance définies et acceptées par tous... Nous pensons que les vingt ou trente années qui viennent seront les années de ces agencements-là. Et que si nous arrivons à produire ce type d'agencements, nous éviterons l'impasse de l'Anthropocène. Sinon, nous irons au mur.

Cela passe donc par une logique de mise en capacité des gens, ou pour parler comme le Prix Nobel d'économie de 1998 Armatya Sen, de «capacitations». Je dirais la version la plus émancipatrice et collective de l'*empowerment*...

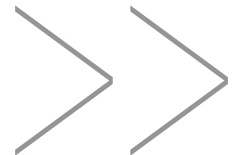
Je ne dirais pas l'*empowerment*. L'*empowerment*, ce n'est pas la même chose. *Capability*, c'est un mot anglais, utilisé par Armatya Sen, qui est un anglophone, et qui n'a pas utilisé le mot *empowerment*. Ces deux mots ne signifient pas la même chose. L'*empowerment*, aujourd'hui, dans la majorité des cas, cela colle à une logique individualiste. L'*empowerment*, c'est notamment le modèle de Gary Becker : être entrepreneur de soi-même ; j'augmente mon pouvoir, mais je l'augmente solitairement. Tandis que la «capabilité», c'est un travail collectif. Ce que Armatya Sen appelle des *capabilities* ou des «capacités», ce sont des savoirs collectifs. Un savoir est toujours collectif. Un savoir, c'est ce que je reçois de



quelqu'un, et que je retransmets à quelqu'un d'autre après l'avoir transformé. C'est ça un savoir, et donc ça circule entre les individus, ça produit ce que j'appelle de la «transindividuation». Le modèle des libertariens ultra-libéraux, c'est en effet un modèle d'*empowerment*, mais où l'individu est seul contre tous. C'est un modèle de darwinisme social, où j'utilise la technologie de la façon la plus futée afin de «*killer*», de liquider tout ce qui m'entoure. C'est, comme je le disais dans la première partie de notre discussion, le modèle de la disruption comme Far-West technologique. Mais je pense qu'en Europe nous ne sommes pas des cow-boys. Nous devons maintenant civiliser, selon le concept européen de civilisation, cette disruption dont l'origine avec Internet et le World Wide Web en 1993 est justement européenne. C'est à l'Europe de prendre conscience de cela, et de boucler la boucle.

N'est-ce pas qu'un rêve voué à ne jamais devenir réalité ?

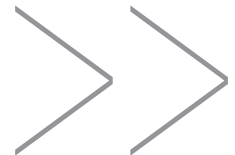
Mais nous avons besoin de rêve, et de tout faire pour réaliser nos rêves ! Ce rêve-là suppose évidemment que les représentants de la puissance publique prennent conscience de ce qui se cache derrière la disruption destructrice de la Silicon Valley et de ses émules, qu'ils comprennent l'importance cruciale de ce rêve d'une autre disruption, puis se donnent les moyens de le concrétiser. C'est loin d'être le plus facile. À Plaine Commune, qui réunit neuf communes, ce chemin de conviction a pris beaucoup de temps. Mais au final les élus de quatre partis politiques, socialistes, républicains, écologistes et communistes, ont voté à l'unanimité ce programme. Ils ont demandé à leurs collaborateurs de la fonction publique territoriale de s'y coller, pour faire en sorte que la puissance publique commence à développer une vision de cette transformation, plutôt que d'être simplement consommatrice d'offres toutes cuites qui débarqueraient de Mitsubishi, de Sony ou de qui que ce soit d'autres qui nous diraient : nous allons vous faire une *smart city*, vous allez voir ; cela va être génial, il n'y aura plus de bouchons, plus de problèmes, nous nous occupons de tout, nous n'avons même pas besoin de vous... Là, quelque chose d'autre essaye de s'inventer, parce que ce modèle-là, tout cuit, de la ville intelligente ne fonctionne pas. J'étais en Corée du Sud il y a six mois ; c'est ce modèle



que les Coréens ont promu, et ils réalisent maintenant qu'il ne fonctionne pas du tout, qu'il faut passer à autre chose. Ça, c'était la phase marketing extrêmement agressive de la *smart city*, vers laquelle Panasonic s'est tourné car il n'y a plus de magnétoscopes. Ils y ont dépensé des fortunes, mais l'échec de cette phase marketing des *smart cities* est patent. C'est comme ces villes artificielles bâties dans les Emirats. Les acteurs à l'origine de ces projets commencent à comprendre qu'on ne peut imaginer et construire une ville intelligente sans impliquer très tôt en amont puis tout le long du processus les habitants, selon une méthode radicalement différente. Pour nous, raisonnablement, cela signifie : créons une chaire de recherche contributive où l'on met des juristes, des économistes, des mathématiciens, des informaticiens, des philosophes, des historiens, des anthropologues, etc. ; nous les faisons travailler ensemble, ce qui fait partie de leur contrat de départ, avec l'ensemble de la population, avec l'ensemble du territoire, et nous produisons de l'intelligence collective ; nous publions, à mesure que cela se produit, toutes ces choses là, nous avons des standards de publication, afin que se produise dès que possible un transfert de technologie rapide, non pas de l'université vers les grands groupes, les *startups* ou le PME, mais vers le territoire dans son ensemble. Vers la population, pour qu'elle devienne ainsi partenaire de cette transformation, et pas simplement «pigeon», si je puis dire, car c'est un peu ça la réalité du consumérisme...

Cela veut dire que les gens eux-mêmes, au sein de la population, sont contributeurs, ce qui est essentiel... Car la société de la contribution, c'est une société où tout le monde apporte sa pierre à l'édifice.

Et cela suppose une transformation en profondeur, des changements d'architecture de données, dans les machines, mais aussi des changements de structures institutionnelles, des changements de missions. C'est pour ça que nous avons été missionnés par Emmanuel Macron, Thierry Mandon et Jean-Vincent Placé pour demander avec Patrick Braouezec un statut dérogatoire pour le territoire, à la fin du mois de décembre de cette



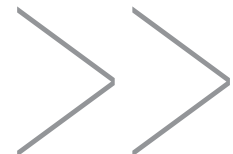
année. Pourquoi ? Par exemple pour faire bénéficier du régime des intermittents des personnes qui ne sont pas intermittentes, mais aussi pour mettre en place un dispositif de capacitation, qui passe par l'université, le lycée, le collège, l'école, mais selon des modèles qui sortent des canons du rectorat et de l'Éducation nationale. Il faut donc que nous arrivions à nous mettre d'accord avec le recteur, pour débiter l'expérimentation de ce type de démarches. Il y a des gens formidables en Seine Saint Denis, par exemple des profs qui n'ont jamais voulu partir, et qui ont une grande conscience de la mission qu'ils vont assumer, ce qui n'est pas facile.

Parce qu'il y a des gens, sur le terrain, qui déjà agissent selon une philosophie proche...

Bien entendu.

Il y a des acteurs isolés, des associations, mais qui sont peu visibles...

Soit ils ne sont pas visibles, soit ils ne synthétisent pas leur apport, leur travail. A un moment, il faut un passage à l'échelle supérieure, de la «scalabilité» comme on dit dans le monde des réseaux. La «scalabilité», ce n'est pas juste un problème algorithmique, ou de trafic de data, ou de capacité d'algorithmes à traiter des flux : c'est la «scabilité» sociale. Depuis quatre mois, nous menons des enquêtes sur le territoire de Plaine commune, et nous trouvons d'incroyables activités, un dynamisme formidable, mais avec un problème de synthèse. A un moment donné, il faut que tout cela se consolide, et passe à une échelle supérieure. C'est ça la question qui se pose maintenant. C'est ça la question maroéconomique, qui est aussi une question de «macropolitique». Jusqu'à maintenant, toutes ces expériences ont été, comme le disaient Deleuze et Guattari, de l'ordre de la micropolitique. Et maintenant il faut les faire passer à l'échelle macropolitique, notamment pour nourrir un avenir de l'Europe, parce que c'est un grand problème. Il n'y a pas que le Brexit qui inquiète l'Europe.



Il faut que ça essaime...

Il faut que ça essaime, mais aussi que cela s'inscrive dans un tout nouveau cadre, régulateur, macroéconomique, qui n'existe pas aujourd'hui. Il faut bien comprendre que la disparition de toutes les promesses liées aux communs, par exemple dans la Loi sur la République numérique adoptée par le Sénat et l'Assemblée nationale en juillet 2016, est liée à l'inadaptation des cadres macroéconomiques à la nature même des communs, à leur expansion. A un moment donné, il faut attaquer cette couche-là. Ça, les acteurs de type Silicon Valley ne l'ont jamais fait et ne le feront jamais, parce que ce n'est pas leur intérêt. Leur intérêt, c'est de s'occuper de leurs profits, et donc de *disrupter* ces dispositifs pour court-circuiter les citoyens et leurs capacités à décider, à choisir, à se mobiliser, à vivre par eux-mêmes sans être en permanence orientés par des algorithmes qui leur seraient imposés. La bifurcation dont nous voulons être des acteurs parmi d'autres, a le parti-pris très exactement inverse, tout simplement. Et ce rêve un peu fou, car c'est un, est réaliste..

Écouter le podcast
tiré de l'entretien
avec Bernard
Stiegler sur le site
Culture Mobile.